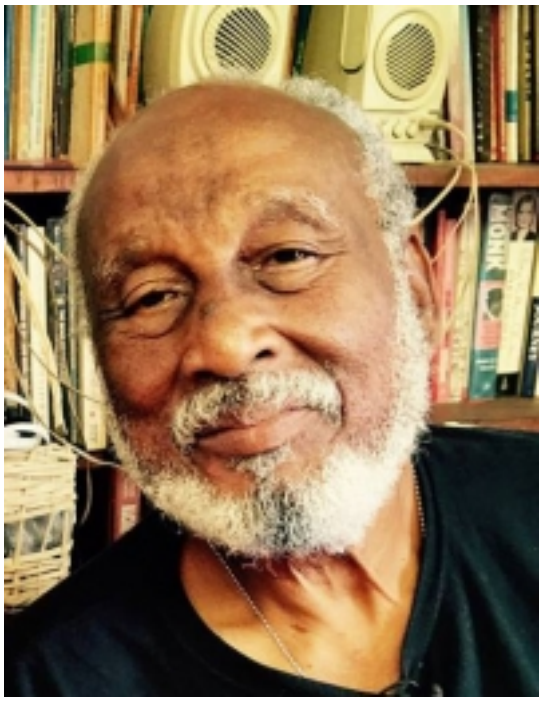
Racisme à Cuba: du tabou au retour?

Officiellement résolue avec la Révolution cubaine, la question raciale tend à resurgir dans un contexte de libéralisation relative de l'économie. Décryptage avec Esteban Morales.

Une société sans classes mais pas sans races? Malgré un brassage ethnique et socioculturel parmi les plus élevés du continent américain, la Cuba socialiste du XXIe siècle ne semble en effet pas échapper à ce phénomène universel qu'est le racisme. Mais pourquoi ce fléau, officiellement éradiqué par le gouvernement révolutionnaire en 1963, refait-il parler de lui en ces temps de réformes? Esteban Morales, économiste et politologue à l'université de La Havane, s'est penché sur le sujet. En 2007, il publiait le premier livre abordant de front le racisme à Cuba dans sa contemporanéité. Des *Défis de la problématique raciale à Cuba1*, dont M. Morales ne cache pas l'acuité malgré près d'un demi-siècle d'invisibilité.



La cause de cette permanence, note en premier lieu le chercheur, réside bien entendu dans le lourd passé de l'île, dont il a été plus difficile qu'espéré de faire table rase. Entre la Conquista et l'abolition de l'esclavage, plus de trois siècles ont ancré la logique coloniale et la suprématie raciale dans les esprits. Cuba ne sera que l'avant-dernier pays de l'hémisphère à interdire l'esclavage, en 1886 seulement. Et mettra encore plusieurs décennies à reconnaître l'égalité formelle.

Jusqu'à la victoire des rebelles conduits par Fidel Castro en 1959, l'île était un Etat ouvertement raciste pratiquant une ségrégation comparable à celle de l'Alabama. Les Noirs étaient notamment privés d'accès à de nombreux lieux publics, dont la plupart des plages et des restaurants. Le dictateur Fulgencio Batista (1952-1958) lui-même, métis de son état, se voyait refuser l'accès au très huppé Club Habana du fait de sa couleur de peau. Des intellectuels cubains attribuent d'ailleurs aussi au racisme ambiant de l'époque la relative «acceptation» initiale de la victoire des troupes castristes

par les couches blanches et bourgeoises de la société. Ces dernières ne supportant pas d'être gouvernées par un homme de couleur, fut-il de tendance libérale.

«Tare sociale à éliminer»

Le 22 mars 1959, à peine trois mois après son arrivée victorieuse à La Havane, Fidel Castro prononce au Palais présidentiel un discours où il qualifie le racisme de «tare sociale à éliminer». Par l'approbation d'une politique et de lois égalitaires, la révolution cubaine met ainsi fin au racisme institutionnel en vigueur jusqu'alors. Son objectif proclamé est l'égalité de tous les Cubains, quels que soit leur rang social, leur niveau d'éducation ou leur couleur de peau, souligne Esteban Morales. Trois ans plus tard, lors de la Seconde déclaration de La Havane, il est établi que le racisme est un thème résolu. En cherchant l'unité du peuple cubain, le gouvernement révolutionnaire pêche alors sans doute par idéalisme, estime le politologue.

Il n'en reste pas moins que des inégalités sociales, scolaires et économiques engendrées par des siècles de discriminations ne peuvent pas être combattues du jour au lendemain. Décréter l'égalité raciale n'équivaut pas à rattraper d'un coup des décennies de retards accumulés, insiste Esteban Morales. Selon lui, «ne pas avoir pris en considération la couleur de peau dans la politique sociale comme ce qu'elle est, soit une variable de différenciation sociale parmi les Cubains, a évacué le fait que les points de départs des Noirs, des Blancs et des métis étaient inégaux.»

Malgré l'absence de politiques spécifiquement antiracistes, la première phase révolutionnaire, jusqu'à la fin des années 1980, porte de nombreux fruits. L'égalitarisme ouvre les portes de l'université et des institutions à la population noire. Les secteurs de l'éducation et de l'ingénierie sont notamment prisés. Mais les difficultés économiques engendrées par la disparition de l'allié soviétique vont raviver les frustrations et la fracture raciale. En février 2003, Fidel Castro doit reconnaître les obstacles rencontrés «dans la lutte pour éradiquer les différences sociales et économiques de la population noire du pays».

Asymétries

Pour beaucoup d'observateurs et de penseurs cubains, dont Esteban Morales et Isbel Diaz Torres, membre du collectif antiraciste cubain «Confrérie de la négritude», la réémergence du racisme à Cuba à laquelle on assiste depuis les années 1990 a été accentuée par la libéralisation des microentreprises dans les secteurs de la restauration et du tourisme. Des secteurs dont les patrons, blancs, prétexteraient la «liberté» de choisir leurs employés pour exclure de leurs équipes les personnes de couleur. Ils estimeraient en effet que les visiteurs étrangers préfèrent être servis par du personnel blanc. Les chiffres sont évocateurs, même s'ils sont rares.

Dans le secteur étatique, les postes de direction sont à peine plus nombreux dans la population blanche que noire ou métisse, tandis que l'asymétrie dans le secteur privé émergent est impressionnante. Selon les recherches réalisées par Eduardo San Marful et Sonia Catasus du CEDEM (Centre d'Etudes démographiques) de l'Université de La Havane en 2000, les dirigeants noirs représentent 5,1% et les métis 19,5%, tandis que 75,4% sont Blancs (officiellement 66% des Cubains, selon une donnée surévaluée).

La problématique raciale s'exprime aussi dans le logement. Il y a en effet davantage de noirs et de métis que de blancs dans les zones dites délabrées (Vieille Havane et Centre Havane), note Esteban Morales. Des bâtis abandonnés par la petite bourgeoisie blanche ayant émigré et difficiles à entretenir par leurs nouveaux occupants. Bien moins représentée dans l'émigration (83,5% des exilés sont Blancs), la population noire et métisse ne bénéficie pas dans la même mesure des *remesas*.

Autant de facteurs qui font encore des gens de couleur une population globalement plus précaire et marginalisée.

Nouvelles méthodes de lutte

Transformer les esprits est également un processus long et sans relâche, cela va de soi. Il est intéressant de noter que le dernier recensement, daté de 2002, exprime que la population blanche représente 66%, la noire 12% et les métis 22%. Dans les faits, il semble pourtant que la population colorée soit davantage nombreuse. Pour Esteban Morales, la clé est à trouver dans l'auto-discrimination, une grande quantité des métis ne s'assumant pas comme tels.

Face à cette réalité, le président Raul Castro a poursuivi cette lutte contre le racisme, particulièrement lors de la réunion finale de l'Assemblée nationale du Pouvoir populaire en décembre 2009. Depuis, le petit écran cubain diffuse régulièrement des «spots sociopédagogiques» afin de sensibiliser les téléspectateurs aux stéréotypes raciaux et aux discriminations persistantes.

En 2010, un débat télévisé réunissait divers experts cubains, qui définissaient le racisme dans l'île comme un phénomène de «non, mais...», faisant la part belle à l'inconscient. Etait évoquée la ténacité de certains préjugés, notamment visibles à travers l'argot. «Retarder la race» se réfère ainsi au fait de se marier avec une personne de couleur de peau plus foncée que la sienne, tandis que «l'avancer» signifie le contraire. De même, «les mauvais cheveux» désignent les chevelures noires et crépues. Divers autres proverbes populaires décrivent eux aussi les Noirs comme conflictuels, sales, peu fiables, ou encore voleurs. Ils sont véhiculés par les personnes de couleur elles-mêmes dans une société ultra-métissée où tout un chacun a un Noir dans sa famille, à l'image du proverbe populaire cubain: «celui qui ne provient pas des Congos provient des Carabalis».

«Pas de haine»

Car si beaucoup de Noirs cherchent à lisser leurs cheveux, un bon nombre de Blancs adoptent la religion et les coutumes afro-cubaines. «Ici, il n'y pas de haine du Noir, du Blanc ou du métis. Ni les préjugés raciaux, ni la discrimination raciale ni le racisme ne dominent le climat social», précise Esteban Morales. Qui souligne à quel point le brassage socioculturel révolutionnaire cubain a donné des résultats inconnus dans les pays de la région, où les mélanges raciaux sont davantage tendus, comme Haïti, le Brésil, ou même les Etats-Unis avec leurs ghettos de Noirs et de Blancs (les «white trash») séparés les uns des autres.

Avec l'arrivée de Barack Obama dans l'île, la question de l'égalité raciale a été ravivée. Reste que l'actualité politique ou criminelle du voisin étasunien ne laisse planer aucun doute: il vaut mieux, aujourd'hui, être Noir à Cuba qu'aux Etats-Unis.

1. Desafios de la problematica racial en Cuba, Editorial Fernando Ortiz, 2007. En anglais: Race in Cuba: Essays on the Revolution and Racial

Inequality, disponible sur le site https://monthlyreview.org